

un an l'avant-garde avec le mot-d'ordre « produire d'abord », le PC changeait tout-à-coup sa position et proclama « produire, oui; mais manger aussi ! ». L'insuffisance de ce mot-d'ordre est évident — depuis un an les trotskystes disaient ce que les ouvriers disent maintenant partout : « Produire ? Oui ! Mais manger d'abord, et produire pour nous ! ». Tout aussi évident est la responsabilité du PC dans la situation qu'il prétend tout-à-coup vouloir combattre. Malgré cela, le « tournant à gauche » du PC constitue un phénomène important, et nous sommes en droit d'en rechercher les causes.

L'arrière-fond du tournant à gauche est sans aucun doute la situation internationale, la crise dans les relations russo-américaines depuis la conférence de Londres. Cela est clairement montré par le fait que le PC a subitement « découvert » le caractère impérialiste de « nos alliés démocratiques », et qu'il a exploité à fond les atrocités impérialistes en Extrême-Orient. La question des élections a sans aucun doute accentué le tournant, la démagogie électoraliste constituant d'ailleurs la forme principale, sinon exclusive, sous laquelle se manifeste le « gauchisme » stalinien. Le chantage envers les « alliés » politiques plus modérés n'est, lui non plus, absent du calcul stalinien, puisque à maintes reprises la possibilité de la constitution d'un nouveau gouvernement incluant les catholiques était soulevée ces dernières semaines. Mais au fond du problème se trouve quand-même autre chose. Au fond, il y a la radicalisation des masses, il y a la volonté revendicative des travailleurs qui s'est manifestée les deux mois passés, chez les mineurs, les métallos, les services publics, les tramainots. Le PC ne veut pas mener à bien les luttes revendicatives ouvrières, il craint un déclenchement de luttes générales, et fera tout pour les empêcher. La seule chose qu'il désire, c'est posséder un pouvoir de pression suffisante sur la bourgeoisie, pour la forcer 1° à suivre une politique étrangère en concordance avec les intérêts de l'URSS, 2° à intégrer des éléments « communistes » dans tous les rouages de l'appareil de l'Etat, étant donné que ce sont eux les seuls capables de « concilier » suffisamment le maintien du capitalisme avec la poussée ouvrière. Mais pour pouvoir exercer cette pression sur la bourgeoisie, les dirigeants communistes sont forcés de maintenir leur influence dans la classe ouvrière. Cela implique à son tour que leur politique doit refléter; très imparfaitement il est vrai, mais refléter quand-même, qu'ils le veuillent ou non; les réelles tendances qui se manifestent dans les couches prolétariennes.

Mais la politique stalinienne ne peut refléter que dans une certaine mesure la radicalisation des masses. La limite du « tournant à gauche » est donné par le but même du PC: éviter toute action qui aura tendance à devenir révolutionnaire, à dépasser le cadre du capitalisme. Au fond, le PC désire plus « ne pas effrayer les bons bourgeois », que répondre aux aspirations des travailleurs. Dans la mesure du possible, il essaye de concilier ces deux objectifs absolument contradictoires.

Il reprend ainsi les aspirations des travailleurs mais d'une façon telle à ne pas effrayer la bourgeoisie (par exemple en exigeant une nouvelle réunion de la Conférence du Travail). Mais quand les deux objectifs s'excluent l'un l'autre, — c'est-à-dire quand il s'agit de déclencher des actions plus ou moins générales pour une revendication ouvrière, le PC est forcé de reculer. Il ne peut pas agir réellement, c'est-à-dire appeler les masses à l'action, parce qu'il est lié au gouvernement et désire y rester, parce qu'il est lié par sa volonté de se montrer le serviteur le plus « rationnel » de la bourgeoisie, parce qu'il est lié par sa peur d'une montée révolutionnaire.

Voilà ce qui donne à la politique du PC actuellement son caractère de « double jeu ». Voilà pourquoi le PC n'a pas exploité la grève des tramways pour déclencher une action générale pour l'augmentation des salaires. Voilà pourquoi il invite de nouveau, malgré son « tournant à gauche », le parti libéral et l'UDB à constituer avec lui et le PSB un bloc électoral. Voilà ce qui donne encore plus d'actualité et plus de relief au mot-d'ordre trotskyste : **Romppez la coalition; — Socialistes-Communistes au pouvoir !** Ce mot-d'ordre pose à chaque militant communiste toute la contradiction interne de la politique de son parti. Il lui montre en même temps la seule voie pour en sortir au profit de la classe ouvrière.

« Le tournant à gauche » et la dissolution des Chambres se sont produits dans une période de stagnation et de désintéressement politique du prolétariat. Les causes de cette stagnation ont été analysées ailleurs (1). Pour les surmonter, il faut présenter au prolétariat un programme qui l'intéresse, qui est capable de l'entraîner. Ce programme est donné par les mots-d'ordre transitoires. Il culmine dans ce slogan, qui doit devenir le cri de ralliement de tous les travailleurs d'avant-garde du pays : **Les partis ouvriers au pouvoir !**

L'Avant-Garde.

(1) Voir l'article de E. Germain: « Bilan de la Question Royale », dans le n° 1 de « L'Avant-Garde ».

Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste ^{par} L. TROTSKY

Les notes publiées ci-dessous furent trouvées sur le bureau de Léon Trotsky au moment de son assassinat. Elles ne constituent que le brouillon inachevé de l'article qu'il préparait sur les caractéristiques générales du mouvement syndical à notre époque (1). Mais comme telles, et malgré leur forme inachevée et forcément incomplète, elles représentent une analyse pénétrante de la question, analyse qui a été confirmée depuis lors point par point par les événements. Toute la guerre impérialiste et la Conférence Syndicale Mondiale, ont nettement montré à quel point les bureaucraties syndicales des pays « démocratiques » sont devenues des auxiliaires de la politique étrangère de l'impérialisme (2). Les troubles récents d'Argentine ont montré à quel point les syndicats y sont « la base sociale la plus importante du caractère bonapartiste » du régime. Dans les pays semi-coloniaux, la tendance générale des syndicats, vers une fusion avec l'appareil d'Etat, s'est particulièrement manifestée en Angleterre (arbitrage forcé) et aux Etats-Unis (proposition de loi du président Truman pour une « législation des conflits du travail »). Enfin, en Angleterre et particulièrement en Belgique, la radicalisation des masses s'est exprimée soit par une révolte contre les dirigeants syndicaux bureaucratiques (grève des dockers et manifestation des ouvriers du bâtiment en Grande-Bretagne), soit par la constitution de nouvelles organisations syndicales « gauchistes » (CBSU et MSU en Belgique). Mais l'évolution de ces dernières n'a fait que confirmer l'analyse de Trotsky: à peine fondées, elles sont menacées de tomber sous la coupe de l'Etat.

L'histoire du mouvement syndical belge depuis cinq ans a également illustré d'une façon évidente que l'ère de l'indépendance syndicale est définitivement révolue.

Tandis que la bureaucratie réformiste de la CGTB et la bureaucratie stalinienne de la CBSU « s'adaptent à l'Etat capitaliste », « cherchent à coopérer avec lui », essayent de lui démontrer qu'ils lui sont « indispensables » pour discipliner la classe ouvrière, la direction plus « gauchiste » du MSU essaya de loucher entre les camps, trouva des formules susceptibles de contenter tout le monde, lia une phraséologie confuse sur la « révolution économique » à une pratique de collaboration de classe dans les commissions paritaires, etc. N'ayant pas compris que SANS POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE, c'est-à-dire sans une attitude révolutionnaire et intransigeante envers l'Etat bourgeois, toute LUTTE syndicale réelle était devenue impossible, les dirigeants du MSU commencèrent par « accepter » l'Etat capitaliste, voulurent « élargir » la démocratie BOURGEOISE vers une « démocratie sociale » (?) et finirent par abandonner la pratique même de la lutte des classes conséquente. Au lieu de devenir le pôle d'attraction des puissants courants radicaux dans les masses, ils purent ainsi engager la concurrence avec les dirigeants réformistes et staliens, sur le terrain familier à ces derniers de négociations et de conciliations sociales, et se virent bientôt coincés dans une impasse.

L'exemple du MSU confirme le pronostic de Trotsky: sans direction révolutionnaire consciente, les syndicats sont, à l'époque actuelle, condamnés à devenir des agences de l'Etat bourgeois. Aux ouvriers avancés d'en tirer les conclusions, et d'ouvrir ainsi la voie à une véritable renaissance du mouvement syndical.

E. GERMAIN.

Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier: c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'Etat.

Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats.

Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central. Les cliques capitalistes, à la tête des trusts puissants, des syndicats, des consortiums bancaires, etc., contrôlent la vie économique de la même hauteur que le fait le pouvoir d'Etat, et à chaque instant, ils ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour, les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement uni au pouvoir. De là découle pour les syndi-

cats, — dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes, c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée, — la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de lutter pour la coopération avec lui. Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à libérer l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant de leur côté. Cette position est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière, qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste.

Dans leurs discours, les bureaucrates travaillistes font tout leur possible pour essayer de prouver à l'Etat « démocratique » combien ils sont convenables et indispensables en temps de paix et spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leur ultime conclusion toutes les tendances inhérentes à l'impérialisme.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capitalisme

(1) La traduction française se base sur le texte anglais, édité en brochure par nos amis britanniques.

(2) Voir la note sur la Conférence syndicale mondiale dans le n° 1 de « L'Avant-Garde », p. 30.